PRÉDATION | Fabienne Buccio, préfète coordonnatrice loup du bassin Rhône-Méditerranée s'est rendue à Argens le vendredi 21 juillet pour rencontrer les éleveurs et les syndicats.

Une visite préfectorale au bilan assez mitigé

A.G.

L'après-midi les échanges se sont poursuivis à Saint-André-les-Alpes en présence d'élus locaux dont Éliane Barreille, la présidente du département des Alpes-de-Haute-Provence.

A.G.

Durant plus de deux heures Fabienne Buccio, préfète coordinatrice loup a échangé avec des éleveurs et des représentants syndicaux sur un alpage dans le Haut-Verdon.

Certes, Fabienne Buccio, préfète coordinatrice a fait le déplacement pour la première fois dans le département le plus prédaté de France pour venir écouter les éleveurs, chose dont elle s'est félicitée à plusieurs reprises soulignant l'importance de venir sur le terrain « *même si elle n'ignore pas la réalité* ».

Cependant, cette visite organisée par la Fédération départementale ovine (FDO 04) et la FDSEA 04 a laissé un goût amer, d'inachevé, voire d'inutilité, à un certain nombre de participants lassés des paroles et réclamant des actes.

À quelques mois de l'élaboration du nouveau Plan d'action national loup elle souhaitait encore mieux comprendre ce que vivaient les éleveurs. Accueillie sur un alpage à Argens dans le Haut Verdon, elle a pu discuter pendant près de deux heures avec des éleveurs du département et des départements voisins qui lui ont présenté leurs systèmes d'élevage et lui ont décrit leurs souffrances du quotidien causées par la présence du loup, que ce soit avec les attaques, la pression administrative ou la gestion des chiens de protection. Elle était accompagnée de plusieurs collaborateurs, de Marc Chappuis, le préfet bas-alpin ainsi que de Jean-Paul Célet, préfet référent loup.

La préfète souhaitait pouvoir dégager de cette rencontre un socle d'idées communes pour « *être sûre que tout le monde travaille dans le même sens, même si nous ne sommes pas toujours d'accord* ». Elle appelait « *à trouver un équilibre et à avancer pas à pas* ». « *Le loup est une espèce très protégée mais nous devons en même temps protéger notre pastoralisme. Il faut arriver à faire vivre les deux*, déclarait-elle. *Je pense que nous avons des marges de progrès en s'écoutant les uns les autres.* »

Incompréhension et colère

Laurent Depieds, président de la FRSEA Paca et de la FDSEA 04 a ouvert le ban des prises de parole en alertant la préfète sur la détresse des éleveurs soulignant le manque de courage politique sur cette question. « *Les éleveurs sont des victimes incomprises et aujourd'hui j'ai l'impression qu'on donne plus d'importance aux associations de protection de l'environnement qu'aux éleveurs et je voudrais que ça change* », assénait-il.

Un rapport entre écologie et agriculture qui a également fait réagir Olivier Pascal, vice-président de la chambre d'agriculture des Alpes-de-Haute-Provence. « *Nous ne luttons pas avec les mêmes armes. Il y a une négociation nationale avec les deux parties, ok, sauf que, quand les écologistes ne sont pas d'accord ils sortent en serrant la main à tout le monde mais derrière ils vont au tribunal administratif, alors que la profession agricole n'a jamais fait ce choix-là. Nous acceptons les règles quand elles sont prises qu'elles soient bonnes ou mauvaises. Nous pourrions le faire mais ce ne serait plus vivable. Il faudrait mettre de la pression aux écologistes pour faire en sorte que la parole donnée soit respectée* », s'emportait-il.

Mathias Guibert, éleveur et maire de Montjustin a pris la parole avec émotion à plusieurs reprises pour revenir sur l'état dégradé du pastoralisme aujourd'hui, le désespoir des éleveurs attaqués, l'ambiance délétère qui règne en montagne, etc. Il a évoqué sa colère et le bourbier dans lequel il se trouve. « *Nous ne sommes plus ce que nous devrions être aujourd'hui. Nous devrions nourrir la population et nous sommes des emmerdeurs de randonneurs ou autre. C'est très difficile à vivre au quotidien, c'est atroce. Il n'y a plus de jeunes qui veulent faire ce métier et ceux qui y vont n'y vont plus avec l'enthousiasme qui était le nôtre* », déplorait-il.

Le compte affiché par l'OFB a été évoqué à plusieurs reprises au cours de la journée pour pointer l'affront qui est fait à la profession en affichant de tels chiffres.

Autre sujet de vive tension, la gestion des chiens de protection et les conflits d'usage dans les alpages. Le propriétaire des lieux dressait un bien triste constat : « *avant quand on montait, on était heureux, maintenant on monte avec un nœud au ventre parce qu'on sait que quelques heures après on peut être victime d'une attaque. Aujourd'hui, on ne monte plus nos agneaux, on les vend petits. La qualité n'est plus au rendez-vous - même si je voudrais bien la faire* ».

Déception et lassitude

Les témoignages se sont multipliés au cours de la matinée, cependant le pragmatisme et la prudence affichés par la représentante de l'État a, petit à petit, fermé les visages et l'ambiance s'est tendue au fur et à mesure que les participants comprenaient que rien de vraiment constructif ne sortirait de cette énième rencontre autour de ces questions.

Des questions qu'ils vivent dans leur chair au quotidien et qui impactent aussi leurs familles mais qui se heurtent à des réalités légales et administratives qui leur paraissent intolérables car trop éloignées de la réalité du terrain.

Certains, comme Jacques Courron, président de la FROSE, dont la colère froide transparaissait, demandait une réponse claire et des propositions sur le long terme. « *Il y a en France 66 millions de bergers qui veulent nous expliquer comment faire notre métier. Nous voulons des réponses techniques, savoir comment nous défendre, comment faire des agneaux de qualité, etc.* », lançait-il.

Concernant la modification du protocole de tir avec la fusion des tirs demandée notamment par la Fédération nationale ovine Fabienne Buccio a expliqué à plusieurs reprises au cours de la journée qu'elle ne souhaitait pas s'engager dans la publication d'un arrêté qui pourrait être attaquable en justice par les associations au risque de se faire fustiger ensuite. Sa volonté étant de produire un texte qui aurait « *le plus de chance possible de tenir en justice* ».

Au cours de cette rencontre elle semble tout de même avoir « *découvert* » une situation dont elle n'avait pas connaissance : celle qui concerne le statut du berger et du respect du droit du travail impossible à appliquer. Elle s'est engagée à mettre en place un groupe de travail sur la question afin de réfléchir pour obtenir un statut dérogatoire.

Après un repas sur l'alpage l'assemblée s'est dirigée à Saint-André-les-Alpes pour rejoindre des élus locaux dont Éliane Barreille, présidente du Conseil départemental, afin de revenir sur cette rencontre et d'aborder plus en détails la question des cabanes pastorales, des chiens de protection ou encore celles du comptage ou des protocoles de tirs.

Mais, là encore, la déception et la lassitude prédominaient avec toujours les mêmes doléances qui semblent ne recueillir que très peu d'écho.

Un ressenti exprimé par plusieurs participants comme Laurent Depieds qui parlait des « *12 travaux d'Astérix* » ou Yannick Becker de la Confédération paysanne d'« *un jour sans fin* ».

Au final, cette rencontre aura eu le mérite d'exister mais débouchera-t-elle sur des effets concrets et des améliorations des conditions de travail des éleveurs ou un nouveau Plan national loup à la hauteur des enjeux ? Rien n'est moins sûr, rendez-vous dans quelques mois pour savoir comment sera traduite la réalité du terrain dans cette nouvelle mouture. ■

Alexandra Gelber